CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.911
22 août 2002

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA NEUF CENT ONZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 22 août 2002 à 10 h 15

Président: M. András Szabó (Hongrie)

(Le Président)

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je déclare ouverte la 911^e séance plénière de la Conférence du désarmement. J'ai neuf orateurs inscrits sur ma liste pour aujourd'hui. Nous entendrons les représentants de la Turquie, du Chili, de la Suède, de la Malaisie, du Japon et de la Norvège ainsi que les trois coordonnateurs spéciaux, l'Ambassadeur Kariyawasam de Sri Lanka, l'Ambassadeur Chung de la République de Corée et l'Ambassadeur Tzantchev de la Bulgarie, qui nous présenteront leurs rapports.

Avant de leur donner la parole, je voudrais faire quelques remarques préliminaires au moment où la Hongrie accède à la présidence de la Conférence.

Monsieur le Secrétaire général, distingués collègues, au moment où la Hongrie a l'honneur et le privilège d'accéder à la présidence de la Conférence du désarmement, permettez-moi de vous faire part de certaines remarques sur la situation dans laquelle se trouve cette instance et sur les mesures qui pourraient être prises à l'avenir. Avant de passer aux questions de fond, je tiens à saluer les efforts faits par mes prédécesseurs de l'Égypte, de l'Éthiopie, de la Finlande, de la France et de l'Allemagne. Tous ont dirigé les travaux de la Conférence avec beaucoup de professionnalisme et de détermination pour chercher un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle cette instance se trouve pour la quatrième année consécutive. Je voudrais remercier tout spécialement mon prédécesseur, l'Ambassadeur Volker Heinsberg de l'Allemagne, pour l'énergie avec laquelle il s'est efforcé d'aider la Conférence à commencer ses travaux de fond. Nous apprécions beaucoup les informations qu'il nous communique régulièrement sur toutes les consultations qu'il a tenues avec les délégations. Je suis convaincu que sa participation totale et active à nos futures activités nous aidera à nous rapprocher de notre objectif commun. Je sais que, pour m'acquitter de ma tâche, je peux compter sur les compétences et le dévouement bien connus du secrétariat, dirigé par le Secrétaire général de la Conférence, M. Sergei Ordzhonikidze, et par son adjoint, M. Enrique Román-Morey.

Nos débats de cette année ont mis en évidence un renforcement du sens de la solidarité. De nouveaux schémas de coopération internationale sont apparus, notamment sur les questions de sécurité, tout particulièrement à la suite des événements du 11 septembre 2001. Ils pourraient avoir un effet positif sur l'évolution des activités de la Conférence. Nous avons navigué sur des mers agitées, mais nous ne devrions jamais oublier que nous sommes dans le même bateau, un bateau dont le timonier peut changer, mais qui doit toujours tenir le cap vers la bonne destination. Nous devons unir nos efforts et comprendre que nous dépendons les uns des autres car c'est le seul moyen de garantir la réalisation de nos objectifs communs. Les échecs et les revers ne devraient pas saper notre profonde conviction que ce bateau a une destination à atteindre.

La Hongrie a présidé la Conférence du désarmement pour la dernière fois en mai 1994. Cette unique instance multilatérale de négociation sur le désarmement travaillait alors quasiment à pleine capacité. Elle venait tout juste d'achever avec succès les négociations de la Convention sur les armes chimiques et était sur le point de négocier le Traité sur une interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Beaucoup de choses ont changé depuis cette époque, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de cette instance. De nouveaux risques et de nouveaux défis sont

(Le Président)

apparus, remodelant profondément la façon dont nous percevons ce qui constitue une menace réelle contre la paix et la stabilité mondiales. Il reste encore à relever le défi d'une adaptation réussie à la modification de la situation en matière de sécurité.

L'évolution dynamique du monde autour de nous rend encore plus urgente une sortie de l'impasse dans laquelle la Conférence se trouve depuis longtemps. Les nouvelles initiatives prises parallèlement pour répondre aux nouveaux défis font ressortir encore plus nettement cette nécessité. La signature du Traité sur des réductions des armements stratégiques offensifs entre les États-Unis et la fédération de Russie a marqué sur le plan qualitatif un nouveau début dans les relations stratégiques entre les deux grandes puissances, en ouvrant la voie à des réductions importantes des arsenaux nucléaires des deux pays. Les efforts diplomatiques visant à limiter la prolifération des missiles balistiques susceptibles de servir de vecteurs à des armes de destruction massive ont reçu une nouvelle impulsion cette année. Le nouveau cycle d'examen du TNP a démarré de façon prometteuse, ce qui est de bon augure pour la poursuite de ces efforts pendant la deuxième réunion du Comité préparatoire qui se tiendra en avril/mai ici à Genève.

La Conférence commence le dernier mois de sa session de 2002. Nous disposons de quatre semaines pour répondre aux attentes de la communauté internationale en renforçant le rôle central que cette instance est tenue de jouer dans la négociation d'instruments juridiques mondiaux touchant le désarmement et la non-prolifération. La présidence ne peut qu'être optimiste à cet égard. Dans toutes les déclarations faites aux séances plénières de cette année sans exception, les intervenants ont réaffirmé leur attachement au multilatéralisme en tant que l'un des «principes directeurs qui doivent régir les négociations menées dans le domaine du désarmement et la non-prolifération en vue de maintenir et de renforcer les normes universelles et d'en élargir la portée». Pour continuer à reprendre le libellé de la résolution 56/24 T de l'Assemblée générale des Nations Unies, présentée par mon distingué collègue, l'Ambassadeur André Erdős, en sa qualité de Président de la Première Commission, «il est urgent de progresser dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération afin d'aider à préserver la paix et la sécurité internationales et de contribuer à l'action mondiale contre le terrorisme». J'espère que ce sens de l'urgence existe toujours et conduira la Conférence, pendant la dernière partie de sa session de 2002, sous la présidence hongroise, vers une transition sans heurts pour que les travaux soient poursuivis en 2003.

Le dernier président de la session annuelle a une double tâche. Premièrement, il doit présenter une bonne synthèse des travaux réalisés au cours de l'année. La Conférence doit chaque année informer l'ensemble de la communauté internationale de ses activités en présentant un rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies. L'essentiel du temps qui nous reste sera certainement consacré à la rédaction de ce document. Je propose que nous fassions comme les années précédentes à cet égard et que nous établissions le rapport de cette année sur cette base.

En plus de cet exercice à caractère essentiellement routinier, j'ai l'intention d'aborder la question du programme de travail qui n'a toujours pas été réglée. Je vous invite à traiter cette question pour diverses raisons. Premièrement, il n'est jamais trop tard pour étudier de nouvelles possibilités. Deuxièmement, même dans la phase de clôture de la session, nous pouvons utilement préparer le démarrage en souplesse de la prochaine session annuelle. Troisièmement, des propositions et initiatives récentes ont créé un regain de dynamisme dans nos débats, ce qui

(Le Président)

témoigne d'une volonté de rechercher sans relâche un compromis. Même s'il semble impossible de prendre un nouveau départ, nous ne pouvons nous permettre de ne pas exploiter l'impulsion créée au cours des dernières semaines. À cet égard, je tiens à rappeler les mesures informelles adoptées par un groupe d'anciens présidents ainsi que l'initiative prise par l'Allemagne pour que nous examinions sous un nouveau jour la question des armes radiologiques.

Au stade actuel, c'est aux auteurs de ces nouvelles initiatives qu'il appartient d'œuvrer pour encourager les membres de la Conférence à les accepter. Tant en ce qui concerne la procédure que le fond, le moment n'est pas encore venu pour que le Président intervienne à cet égard. J'encourage mes collègues à poursuivre leurs efforts. À l'issue des consultations que j'ai eues jusqu'ici, je suis convaincu qu'ils poursuivent leurs objectifs avec le désir sincère de nous présenter une approche réaliste et équilibrée prenant en compte les intérêts de tous les membres de la Conférence.

Les trois coordonnateurs spéciaux présenteront leurs rapports aujourd'hui. Leurs travaux sont très importants pour améliorer encore certains aspects organisationnels du fonctionnement de la Conférence du désarmement. Je suis certain qu'ils nous présenteront dans leurs rapports des idées utiles sur les réformes que l'on pourrait appliquer à cette instance.

Pour conclure, je tiens à appeler chaque délégation à utiliser le temps qui nous reste avec le maximum d'efficacité et je souhaite que nous poursuivions nos efforts pour trouver un chemin qui nous permette de sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes depuis longtemps. J'espère pouvoir compter sur la sagesse collective des membres de cette instance et je tiendrai un certain nombre de consultations bilatérales et multilatérales. En outre, je serai à la disposition des groupes et des diverses délégations qui pourraient souhaiter s'entretenir avec moi. Les efforts du Président peuvent porter des fruits s'ils sont fondés sur des discussions menées sur une large base. Je me réjouis donc à l'idée de coopérer de manière constructive avec toutes les délégations présentes dans cette salle.

Avant de donner la parole au premier orateur inscrit sur ma liste, l'Ambassadeur Murat Sungar de la Turquie, je tiens à le saluer, au nom de la Conférence et en mon nom propre, alors que, appelé par son gouvernement à assumer d'autres fonctions importantes, il va bientôt quitter Genève. L'Ambassadeur Sungar s'est joint aux membres de la Conférence le 11 mai 1998. Pendant le temps qu'il a passé ici, il a présenté la position de son gouvernement avec beaucoup d'autorité et de talent diplomatique. Très peu de temps après son arrivée, il a accédé à la présidence de la Conférence. La contribution qu'il a apportée pendant cette période à nos efforts collectifs visant à dégager un consensus sur un programme de travail et le profond dévouement dont il a fait preuve lors des consultations sur les méthodes et approches appropriées pour traiter le point 1 de l'ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire» ont été appréciés par tous. Au nom de la Conférence du désarmement et en mon nom propre, je tiens à lui adresser tous mes vœux de succès et de bonheur pour l'avenir.

M. SUNGAR (Turquie) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter chaleureusement pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et vous assurer de l'appui et de la coopération de ma délégation dans les efforts

(M. Sungar, Turquie)

que nous ferons ensemble pour sortir la Conférence de l'impasse. Je tiens à remercier vos prédécesseurs, l'Ambassadeur Volker Heinsberg de l'Allemagne, l'Ambassadeur Hubert Forquenot de La Fortelle de la France, l'Ambassadeur Markku Reimaa de la Finlande, l'Ambassadeur Fisseha Yimer de l'Éthiopie et le Chargé d'affaires par intérim de l'Égypte, M. Mohammed Tawfik. Ils ont tout fait pour que les travaux de la Conférence progressent.

Je voudrais aussi féliciter chaleureusement M. Sergei Ordzhonikidze, diplomate de talent et de grande expérience, pour sa nomination comme Secrétaire général de la Conférence.

Comme je vais bientôt quitter Genève, je ne peux m'empêcher de faire une étude rétrospective et introspective sur les quatre dernières années que j'ai passées comme Représentant permanent de la Turquie à la Conférence du désarmement. Permettez-moi de faire certaines observations personnelles et de profiter de l'occasion pour souligner la position de mon gouvernement sur certaines des questions touchant le désarmement.

Quand je suis arrivé à la Conférence du désarmement en 1998, je me suis retrouvé, en ma qualité de Président de cette instance, en plein milieu de la crise provoquée par la réalisation d'essais nucléaires en Asie du Sud. Le moins que l'on puisse dire est que votre accueil a été chaleureux. Même le choc initial que j'ai ressenti ne m'a pas empêché de penser que cette illustre instance était en mesure de s'acquitter de sa noble tâche. À cette époque, la Conférence du désarmement avait un programme de travail et pouvait s'appuyer sur de prestigieux acquis.

Pendant un certain temps, j'ai cru que la Conférence continuerait à agir avec la même énergie dans le domaine du désarmement à l'échelle internationale. J'ai été, comme beaucoup d'autres, consterné en voyant qu'une longue période de blocage institutionnel commençait.

C'est un fait que la Conférence du désarmement peut facilement devenir prisonnière de la dynamique du monde extérieur. En outre, à certains moments, elle n'arrive pas à suivre le rythme des changements qui interviennent sur la scène internationale. Tel a été le cas lorsque la communauté internationale n'a pas été capable de tirer pleinement parti des conditions favorables apparues à la fin de la guerre froide. La réalité aujourd'hui est telle que les acteurs principaux, peut-être avec les meilleures intentions, continuent d'employer des moyens divergents pour atteindre le même but, à savoir le renforcement de la sécurité et de la stabilité mondiales dans la période de l'après-guerre froide.

Pourtant, la phrase que l'on entend le plus dans cette salle, mais la moins corroborée par les faits depuis 1998, reste «la Conférence du désarmement est l'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement». La Turquie est très attachée au rôle unique de la Conférence et estime que celle-ci devrait tout mettre en œuvre pour faire face aux dangers présents et futurs. Nous espérons sincèrement que, grâce aux nouvelles initiatives et aux nouveaux efforts, le rapprochement des points de vue prévaudra sur les divergences et la Conférence pourra sortir de l'impasse en adoptant son programme de travail.

La date du 11 septembre 2001 a, pour de nombreuses raisons, laissé une marque indélébile dans nos mémoires. J'estime que les points les plus essentiels sur lesquels la Conférence doit réfléchir sont l'ampleur des horribles attaques terroristes, l'habileté avec laquelle les terroristes

(M. Sungar, Turquie)

ont transformé d'innocents moyens de transport civil en armes meurtrières de destruction massive et le fait que ces attaques abominables, bien qu'elles fussent dirigées contre les États-Unis d'Amérique, visaient aussi l'humanité tout entière et l'ensemble du monde civilisé à l'égard duquel la Conférence devait assumer une responsabilité considérable.

Les attaques terroristes du 11 septembre et l'apparition du bioterrorisme, de même que les graves menaces que font peser les «bombes sales», sont pour le moins des messages forts et clairs dont la Conférence du désarmement doit avoir pris note et auxquels elle doit répondre avec détermination dans les plus brefs délais.

Malheureusement, même les attaques dont nous avons été les témoins en ce triste jour du 11 septembre n'ont pas suffi pour convaincre les membres de la Conférence d'oublier leurs divergences et de travailler de manière concertée pour que les véritables armes de destruction massive ne tombent pas un jour entre les mains de terroristes.

Je regrette que, pour la quatrième année consécutive maintenant, la Conférence n'ait pas réussi à engager des négociations sur un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour fabriquer des armes nucléaires. La Turquie considère que l'engagement immédiat de négociations sur un tel traité est, avec l'entrée en vigueur du TICE dans les plus brefs délais, la prochaine mesure multilatérale essentielle à prendre en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération nucléaire.

Nous continuons à attacher une importance particulière à l'universalisation du TNP afin de renforcer les objectifs mondiaux de non-prolifération et de désarmement et d'établir les bases nécessaires pour faire face aux défis présents et futurs.

La cinquième Conférence d'examen des États parties à la Convention sur les armes biologiques ou à toxines, qui reprendra le 11 novembre de cette année, constitue pour nous une nouvelle occasion de renforcer le régime multilatéral de désarmement et de non-prolifération.

Les récents actes de bioterrorisme, ayant donné lieu à l'utilisation du bacille de la maladie du charbon, montrent clairement la nécessité d'agir aussi résolument contre les armes biologiques. Il ne fait aucun doute que nous devons aborder la question de la Convention sur les armes biologiques avec une nouvelle vigueur et un sens renouvelé de l'urgence. Il est grand temps de tout faire pour établir un mécanisme multilatéralement négocié afin d'assurer et de vérifier le respect des obligations découlant de cet instrument. Nous devons aussi être vigilants quant à son universalité et à son application effective.

La communauté internationale doit faire face aux risques posés par la prolifération à la fois des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Du fait de sa position géographique qui la met dans une situation précaire, la Turquie est particulièrement préoccupée par la prolifération des missiles balistiques et ses conséquences déstabilisatrices. Nous pensons qu'il est urgent d'adopter une démarche mondiale et multilatérale pour intensifier les efforts contre cette prolifération. La Turquie appuie donc vigoureusement le processus d'universalisation du Code international de conduite contre la prolifération des missiles balistiques.

(M. Sungar, Turquie)

Le bilan en matière de désarmement a été mitigé, mais on note cependant des faits encourageants qu'il faut reconnaître, parmi lesquels on peut mentionner la signature entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie d'un Traité sur des réductions des armements stratégiques offensifs et la déclaration commune du Président Bush et du Président Poutine, en date du 24 mai 2002, sur les nouvelles relations stratégiques entre les deux pays.

D'importants progrès ont aussi été enregistrés dans la campagne contre l'emploi des mines terrestres antipersonnel. Grâce aux efforts concertés des États et des organisations non gouvernementales, 143 pays sont maintenant parties à la Convention d'Ottawa.

La Turquie est tout à fait consciente des souffrances et des pertes en vies humaines causées par l'emploi irresponsable et sans discrimination des mines terrestres antipersonnel. En raison des conditions de sécurité régnant autour de son territoire, elle n'avait pas pu signer la Convention au moment de sa conclusion. Cependant, la Turquie a manifesté en mars 2002 son attachement aux objectifs humanitaires de la Convention en prorogeant pour une durée non limitée son moratoire sur les exportations et les transferts de mines terrestres antipersonnel.

La Turquie a aussi conclu des accords avec la Bulgarie en mars 1999 et avec la Géorgie en janvier 2001 pour maintenir exemptes de mines les zones frontalières avec ces pays. Nous avons proposé des arrangements similaires à deux autres pays voisins, la Grèce et l'Azerbaïdjan.

L'année dernière, j'ai annoncé à cette Conférence la décision ferme prise par mon pays de devenir partie à la Convention d'Ottawa. Nos intentions à cet égard avaient déjà été rendues publiques le 6 avril 2001, lors de la visite en Turquie du Ministre grec des affaires étrangères. Nos deux Ministres des affaires étrangères, M. Cem et M. Papandréou, avaient alors décidé que la Turquie et la Grèce déposeraient simultanément leurs instruments de ratification auprès du Secrétaire général de l'ONU après avoir achevé leurs procédures constitutionnelles respectives.

À ce stade, je tiens à signaler que la Convention a été soumise au Parlement turc pour ratification. Le 9 mai 2002, la Commission des affaires étrangères du Parlement a approuvé la Convention et en a saisi l'Assemblée générale turque pour approbation définitive.

Autre point positif, je note que pour la deuxième année consécutive nous avons réussi à nommer trois coordonnateurs spéciaux pour sortir de l'impasse et établir des conditions permettant de justifier l'existence de la Conférence du désarmement. Nous tenons à féliciter les distingués ambassadeurs pour leurs efforts inlassables, présents et passés, allant dans ce sens.

Avant de conclure, je voudrais remercier l'ancien Secrétaire général de la Conférence, M. Petrovsky, le Secrétaire général adjoint de la Conférence, M. Román-Morey, M. Zaleski et tous les autres membres du secrétariat pour le professionnalisme dont ils ont fait preuve et l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée, à moi et à ma délégation. Je voudrais aussi remercier tous les interprètes pour leur dévouement, leur efficacité et leur patience.

Je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux représentants, permanents ou non, qui ont rejoint en 2002 cette instance éclairée. Pour ce qui est du programme de travail, j'espère sincèrement que mon successeur réussira mieux que moi.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de la Turquie de sa déclaration et de ses mots aimables adressés à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant du Chili, l'Ambassadeur Vega.

M. VEGA (Chili) (traduit de l'espagnol): Monsieur le Président, je voudrais commencer par vous féliciter de votre accession à la présidence. Je tiens à vous assurer que le Chili vous aidera dans votre travail. Nous sommes convaincus que vos efforts nous permettront de poursuivre sur la voie qui devrait nous sortir de l'impasse.

Ma délégation tient aussi à remercier l'Ambassadeur Volker Heinsberg pour l'intelligence et la générosité dont il a fait preuve dans l'exercice de ses fonctions de Président. Nous avons beaucoup progressé sous sa direction.

Il y a trois semaines, un groupe de cinq ambassadeurs, dont je fais partie, a présenté ici une position commune par l'intermédiaire de l'Ambassadeur Dembri, Représentant permanent de l'Algérie, qui a fait distribuer un projet de programme de travail détaillé, élaboré sur la base des propositions formelles et informelles qui ont été formulées depuis 1999. Dans ce texte provisoire, nous avons tenté d'intégrer les éléments fondamentaux qui constituent ensemble le travail collectif réalisé par cette instance au cours des dernières années.

Notre objectif était de réaffirmer notre espoir dans la survie d'une instance multilatérale que nous jugeons très importante. La sécurité est un bien commun de l'humanité, un héritage et une responsabilité que nous devrions tous promouvoir et préserver sans aucune exception ou exclusion. La concertation que nous avons essayé d'articuler montre que les espoirs et les déceptions sont des phénomènes «transversaux» qui affectent de la même façon la majorité des États constituant chaque groupe.

Le document que nous avons fait distribuer a un caractère évolutif et toutes les délégations peuvent faire part de leurs observations, suggestions et critiques à son sujet.

Nous poursuivons le travail de rédaction, mais il est évident qu'aucune formulation, aussi bonne soit-elle, ne permettra de surmonter le manque de volonté politique.

Nous sommes conscients de l'existence d'intérêts nationaux légitimes et, dans de nombreux cas, de conceptions différentes de la sécurité internationale. Cependant, nous sommes sincèrement convaincus – et ce sentiment est partagé par la majorité – que la Conférence doit reprendre ses discussions et négociations. L'idée est de faire en sorte que la politique, sous sa meilleure manifestation possible en tant que couplage entre des idéaux et la réalité, joue son rôle indispensable.

Nous savons tous où sont les difficultés. Elles se trouvent essentiellement dans les paragraphes relatifs à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Elles devraient cependant, au moins en théorie, être tolérables pour les États qui, sur le fond, conservent des positions incompatibles les unes avec les autres. Depuis un certain temps, les efforts visant à établir un projet de programme de travail consistent à rechercher le plus petit commun dénominateur entre les exigences de certaines délégations.

(M. Vega, Chili)

Je voudrais conclure en disant que, tout au long de nos consultations fondées sur certaines formulations, nous avons reçu de nombreuses réactions positives. Nous les apprécions vivement. Nous avons aussi pris note des réserves. Dans l'exercice de notre droit à l'optimisme – optimisme délibéré peut-être – nous souhaitons voir dans ces réserves un aspect positif. Nous examinerons en faisant preuve de créativité toutes les options possibles quant au fond et à la procédure compte tenu du règlement intérieur et des principes de bon sens. Nous étudierons aussi la vaste gamme de possibilités que nous donnent les réunions formelles et informelles, y compris celles qui se tiennent en marge, pour procéder à des examens et à des analyses.

Nous entendons vous tenir informés de nos efforts et du cours que prendra cette initiative. Nous savons que nous traversons des territoires inexplorés, mais nous progressons paragraphe par paragraphe. Notre intention reste de présenter une proposition spécifique, mais même cet objectif est secondaire face à la nécessité de ne pas aggraver encore les difficultés que connaît déjà la Conférence.

Monsieur le Président, je tiens à remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Heinsberg, pour son appui et ses conseils et à vous assurer que nous maintiendrons le même niveau de coordination avec vous.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant du Chili pour sa déclaration et ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède, l'Ambassadeur Salander.

M. SALANDER (Suède) (traduit de l'anglais): Je tiens tout d'abord à vous assurer que ma délégation appuiera pleinement et activement tous les efforts que vous ferez pour sortir la Conférence de sa situation de paralysie. Comme nous le savons tous, la tâche est difficile. Vous aurez sur les autres présidents l'avantage d'avoir un mandat plus long parce qu'il s'étend de la fin de la session actuelle à la fin de l'année et vous pourrez pendant cette période sonder les délégations si nous n'arrivons pas d'ici là à arrêter un programme de travail.

Permettez-moi aussi, Monsieur le Président, de dire, en mon propre nom et en celui des autres membres du groupe des cinq ambassadeurs qui ont récemment tenté d'étudier de nouvelles solutions, que nous vous tiendrons pleinement informé de tout ce que nous pourrons faire au cours des semaines à venir. Vous êtes aussi le bienvenu pour participer à tout moment aux réunions des cinq ambassadeurs, comme l'a fait votre prédécesseur. Je tiens à remercier sincèrement l'Ambassadeur Heinsberg pour le dévouement, la sensibilité et le bon sens dont il a fait preuve alors qu'il assumait la présidence.

Je n'entrerai pas ici dans le détail sur les questions complexes de formulation que nous avons abordées dans nos discussions avec les délégations intéressées. Il s'agit de légères variations sur les thèmes où les positions continuent à différer. De nombreux points ont été traités, mais, comme chacun s'en doute, la question de l'espace est celle sur laquelle un consensus semble le plus difficile à obtenir. J'irai jusqu'à dire que, dans d'autres domaines sujets à controverses, il semble y avoir de bonnes possibilités de trouver des formulations qui seront acceptables par toutes les délégations. En revanche, pour ce qui concerne la prévention d'une course aux armements dans l'espace, il n'est pas certain que nous parvenions à une solution.

(M. Salander, Suède)

Au lieu de traiter des difficultés dont nous sommes tous conscients, permettez-moi de souligner quelques éléments qu'il peut être utile de noter au sujet de l'initiative du groupe des cinq ambassadeurs. Le premier point est que le texte concernant notre outil de travail évolue et pourra, nous l'espérons, continuer à évoluer. Il ne s'agit ni d'un texte immuable ni d'un ensemble de formulations que notre groupe jugerait supérieur à d'autres. Des idées proviennent de diverses composantes de la Conférence du désarmement, y compris de délégations figurant parmi les plus concernées et il est donc important de préserver la souplesse et la continuité.

Deuxième point, cette continuité est aussi liée au fait que nous nous appuyons sur des propositions antérieures et que nous tentons de faire le chemin allant de la proposition Amorim, servant de base à la poursuite des consultations, à un résultat qui sera aussi fondé sur cette proposition et qui contiendra tous les éléments nécessaires et suffisants pour toutes les délégations.

Le troisième point est une conséquence du deuxième. Nous ne présenterons aucune proposition qui serait moins consensuelle que celle de l'Ambassadeur Amorim. Bien évidemment, ceci est affaire de jugement et les avis à cet égard pourront être différents d'une délégation à l'autre et c'est ce qui s'est produit à mesure que notre texte a évolué. Les cinq ambassadeurs peuvent seulement essayer, avant de présenter quoi que ce soit, de déterminer ce qui pourrait rapprocher ou éloigner encore la Conférence d'une solution. Du fait de la souplesse et de la poursuite des consultations, les avis des délégations ne sont pas non plus immuables, mais évolueront avec le texte.

Quatrième point, je tiens à souligner que le groupe des cinq ambassadeurs n'essayera pas d'exercer des pressions sur qui que ce soit, ni de piéger une quelconque délégation, ni, ce qui serait encore moins constructif, d'isoler une délégation. Une telle approche irait à l'encontre de notre initiative de manière générale et, plus précisément, serait contraire à l'essence même de ce que notre groupe a tenté d'entreprendre, à savoir transcender les divergences pouvant exister entre les groupes régionaux pour arriver à un programme de travail acceptable par tous les États membres de la Conférence.

Nous sommes pleinement conscients des risques liés à cet effort. Nous ne saperons pas la plate-forme que représente la proposition de l'Ambassadeur Amorim en dénonçant le comportement d'une délégation ou en forçant quiconque à faire officiellement des réserves à propos de formulations fondées sur sa proposition.

Mais il est aussi risqué de ne rien faire. Répéter constamment, mais sans y donner suite, que la Conférence dispose d'une base pour tenir des consultations qui lui permettront d'arrêter un programme de travail équilibré présente réellement des risques très élevés.

Je remercie toutes les délégations qui m'ont fait part de leurs vues et observations. Les suggestions restent les bienvenues. Les travaux de rédaction et les consultations se poursuivront. Notre groupe de cinq ambassadeurs présentera très bientôt un texte développant la proposition Amorim, mais seulement quand nous estimerons que les critères que j'ai mentionnés auront été satisfaits.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de la Suède de sa déclaration et de ses mots aimables adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole à la représentante de la Malaisie, l'Ambassadrice Rajmah Hussain.

M^{me} RAJMAH (Malaisie) (traduit de l'anglais): Je tiens tout d'abord à adresser mes vœux et mes félicitations à l'Ambassadeur András Szabó de la Hongrie pour son accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Ma délégation l'appuiera sans réserves dans l'exercice de ses fonctions. Elle espère que les diverses initiatives qui ont été présentées récemment à la Conférence nous permettront de progresser concrètement dans le domaine du désarmement de façon à rendre ce monde plus sûr pour nous-mêmes et pour les générations à venir.

J'ai demandé la parole pour rendre compte à la Conférence du désarmement de ma récente visite d'Hiroshima et de Nagasaki, deux villes japonaises qui ont été frappées par des bombes atomiques, respectivement les 6 et 9 août 1945. Je me suis rendue dans ces villes pour participer à la Conférence mondiale de 2002 contre les bombes atomiques et les bombes à hydrogène qui a eu lieu à Hiroshima puis Nagasaki entre le 2 et le 9 août 2002. Il s'agissait essentiellement d'une conférence d'organisations non gouvernementales organisée par le Conseil japonais contre les bombes atomiques et les bombes à hydrogène (Gensuikyo), organisation non gouvernementale qui a son siège à Tokyo et dont l'objectif est l'élimination des armes nucléaires. Environ 250 représentants de mouvements internationaux pour la paix et d'organisations non gouvernementales y ont participé. Étaient également présents les survivants des deux bombardements atomiques, plus couramment appelés «hibakushas» au Japon.

Des représentants de quatre pays (Égypte, Malaisie, Afrique du Sud et Bangladesh) avaient été invités à la Conférence. L'Égypte était représentée par M. Mahmoud Mubarak, Ministre adjoint des affaires étrangères chargé des relations multilatérales tandis que l'Afrique du Sud et le Bangladesh étaient représentés par des membres de leurs missions diplomatiques à Tokyo. La Malaisie, que je représentais, avait été invitée en raison de l'initiative qu'elle prend chaque année dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'il soit donné suite à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. L'Égypte avait été invitée en reconnaissance de son rôle de membre de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, qui regroupe des États ayant une conception commune d'un monde exempt d'armes nucléaires. Le Bangladesh et l'Afrique du Sud représentaient les pays en développement qui attachent une grande importance au désarmement nucléaire, l'Afrique du Sud ayant pour sa part volontairement démantelé ses moyens nucléaires au milieu de l'année 1991.

La Conférence mondiale a reçu le soutien moral de plusieurs pays. Les Présidents du Viet Nam, du Laos et de l'Afrique du Sud et les Premiers Ministres de la Malaisie, de la Suède et de la Nouvelle-Zélande ont adressé des messages pour soutenir la Conférence et formuler des vœux pour son succès. Dans son message, le Premier Ministre de la Malaisie, M. Mahathir Mohamad, s'est félicité du rôle important que la Conférence jouait en rappelant la grande folie qu'avait été l'emploi d'armes nucléaires contre les deux villes d'Hiroshima et de Nagasaki en août 1945 et la nécessité de tirer des leçons de cette tragique expérience. Il a regretté qu'en dépit de la cessation de la guerre froide la menace que faisaient peser les armes nucléaires était plus aiguë et plus solidement enracinée que jamais et que ces armes avaient été

(M^{me} Rajmah, Malaisie)

très rapidement perfectionnées sur le plan technique, éclipsant les dévastations causées à Hiroshima et à Nagasaki. Il s'est dit préoccupé par le fait que cette menace n'avait jamais été aussi grande qu'aujourd'hui avec l'apparition du terrorisme et le fait que des actions terroristes lancées avec des armes de destruction massive causeraient des dommages et des pertes en vies humaines bien plus considérables. Il était donc urgent que la communauté mondiale accélère le processus de désarmement nucléaire. Le Premier Ministre malaisien a souligné qu'il fallait continuer à être vigilant face aux dangers d'une guerre nucléaire et continuer à appuyer la campagne mondiale pour le désarmement, à laquelle la Conférence mondiale contre les bombes atomiques et les bombes à hydrogène fournissait une force morale.

Les participants à la Conférence mondiale ont aussi assisté aux cérémonies pour la paix organisées à Hiroshima le 6 août 2002 et à Nagasaki le 9 août 2002 en mémoire des victimes des bombes atomiques qui avaient été larguées sur les deux villes 57 ans plus tôt. Le Premier Ministre japonais Junichiro Koizumi, les maires des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, ainsi que des survivants et familles de victimes ont également participé à ces cérémonies. À ces occasions, les maires des deux villes ont donné lecture de déclarations pour la paix.

Je dois avouer que ma visite à Hiroshima et Nagasaki m'a laissé une vive et durable impression quant aux effets dévastateurs d'une guerre nucléaire. Auparavant, je ne connaissais les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki que par mes lectures, mais là, j'ai vu de mes propres yeux les effets des bombes nucléaires. Il faut le voir pour le croire! Ma visite des musées de la bombe atomique à Hiroshima et Nagasaki m'a énormément ému et j'ai pu y constater les effets dévastateurs des bombes atomiques. Les dommages causés par ces bombes atomiques, qui ne sont rien en comparaison des armes nucléaires beaucoup plus perfectionnées et puissantes disponibles aujourd'hui, ont été terrifiants; c'est le moins que l'on puisse dire. Les scènes représentées dans les deux musées étaient comme extraites d'un film d'horreur: corps brûlés, noirs; bâtiments carbonisés; ville complètement anéantie; morceaux de peau ressemblant à du plastique qui coulaient le long de figures fantomatiques d'hommes, de femmes et d'enfants qui couraient frénétiquement et désespérément à la recherche d'eau pour apaiser une soif insupportable mais qui ne trouvaient que de l'eau polluée et rendue impropre à la consommation par une substance visqueuse; images de milliers de cadavres. Le souffle de la bombe atomique à Hiroshima a été si puissant que l'ombre d'un homme a été à tout jamais imprimée sur les marches de pierre sur lesquelles il était assis. Le rayonnement dû aux bombes atomiques a eu pendant des années des conséquences sur la santé des survivants. Les «hibakushas», ainsi qu'ont été appelés ces survivants, témoignent des événements tragiques qui se sont produits les matins des 6 et 9 août 1945, lorsque les bombes atomiques ont été larguées sur Hiroshima et Nagasaki à respectivement 8 h 15 et 11 h 02.

Plus jamais, il ne faudra accepter que les scènes présentées dans les musées d'Hiroshima et de Nagasaki puissent se reproduire. Comme je l'ai souligné dans les interventions que j'ai faites à la Conférence mondiale, les armes nucléaires ne sont pas des armes de dissuasion, mais des armes d'anéantissement de l'être humain. Les États dotés d'armes nucléaires doivent trouver d'autres moyens d'assurer la sécurité mondiale parce que le risque qu'elles soient utilisées n'est pas du tout insignifiant. Pouvons-nous accepter qu'il y ait un jour un nouvel Hiroshima? La réponse de toute personne éprise de paix est assurément un non catégorique.

(M^{me} Rajmah, Malaisie)

Compte tenu de mon expérience personnelle, j'estime qu'il est important que tous les ambassadeurs qui participent aux travaux de la Conférence du désarmement visitent Hiroshima et Nagasaki pour voir et ressentir par eux-mêmes les conséquences terrifiantes des bombes nucléaires. Nous pourrions alors être davantage motivés pour progresser dans nos travaux ici à la Conférence du désarmement. Le désarmement nucléaire doit rester notre priorité absolue. Le fait de voir Hiroshima et Nagasaki nous permettrait de mettre en perspective nos travaux et nos objectifs. Les hibakushas pourraient nous expliquer comment ils ont ressenti les effets et les retombées de l'explosion d'une bombe nucléaire et quels ont été les effets du rayonnement sur le corps humain. Lorsque je l'ai rencontré le 8 août 2002, le maire de Nagasaki, M. Ichio Itoh, a invité les ambassadeurs de la Conférence du désarmement à venir à Nagasaki et à y tenir une séance de la Conférence du désarmement. Je lui en suis très reconnaissant. Le représentant de l'Égypte, M. Mahmoud Mubarak, et moi-même avons remercié le maire pour son aimable invitation, mais avons suggéré qu'il communique aussi cette invitation aux ambassadeurs par l'intermédiaire du Gouvernement japonais. Je suis sûre que notre distinguée collègue, l'Ambassadrice Inoguchi Kuniko, représentante du Japon auprès de la Conférence du désarmement, sera heureuse d'examiner plus avant la question tant avec son Gouvernement qu'avec le maire de Nagasaki. Nous devons tenter de donner suite à l'aimable invitation du maire de Nagasaki.

Compte tenu du fait que depuis quatre ans la Conférence du désarmement n'arrive pas à adopter un programme de travail, une visite des deux villes qui ont souffert des effets dévastateurs d'armes de destruction massive pourrait nous donner davantage de force pour trouver un moyen de sortir de l'impasse. Hiroshima et Nagasaki ont été des tragédies humaines et nous ne devons jamais accepter qu'elles se reproduisent. En tant qu'ambassadeurs participant aux travaux de la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, ayant donc la responsabilité morale, juridique et politique d'œuvrer en faveur du désarmement, en particulier sur le plan nucléaire, nous nous devons de veiller à ce qu'il n'y ait plus jamais d'autres Hiroshima, d'autres Nagasaki et d'autres hibakushas. Allons tous à Hiroshima et Nagasaki pour constater et ressentir l'horreur des bombes nucléaires et, partant, trouver l'inspiration pour donner davantage de sens à nos efforts dans le cadre de la Conférence du désarmement, où nous n'avons pas réussi à progresser quant au fond au cours des dernières années. Il est encore plus crucial maintenant, après les événements du 11 septembre, alors que les arsenaux existants d'armes nucléaires pourraient tomber aux mains de terroristes et causer des dommages et des souffrances indicibles, de progresser sensiblement dans le domaine du désarmement nucléaire.

J'adresse tous mes vœux de succès à la Conférence du désarmement et je vous remercie de votre attention.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie la représentante de la Malaisie pour sa déclaration et ses mots aimables adressés à la présidence. Nous apprécions ses informations sur l'aimable invitation adressée aux ambassadeurs par le maire Itoh.

Les coordonnateurs spéciaux vont maintenant nous présenter leurs rapports. Je donne tout d'abord la parole à l'Ambassadeur Kariyawasam de Sri Lanka, coordonnateur spécial sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, qui va rendre compte de ses consultations.

M. KARIYAWASAM (Sri Lanka) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, c'est avec un vif plaisir que je prends la parole sous votre présidence. Puis-je profiter de l'occasion pour vous féliciter, vous et votre pays, pour votre accession à cet important poste de responsabilité. Ma délégation vous soutiendra sans réserve dans tous vos efforts au stade difficile où se trouve la Conférence. Je tiens aussi à remercier vivement votre prédécesseur, l'Ambassadeur Volker Heinsberg, pour le professionnalisme dont il a fait preuve à la tête de la Conférence.

À la 896^e séance de la Conférence du désarmement, j'ai été nommé coordonnateur spécial sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence afin de poursuivre les travaux déjà engagés sur la question l'année précédente. Je remercie mon groupe, le Groupe des 21, ainsi que les autres membres de la Conférence, pour la confiance qu'ils m'ont témoignée à nouveau en me nommant une deuxième fois à cette lourde tâche et pour l'aide qu'ils ont continué à m'apporter.

Dans l'exercice de mon mandat, j'ai employé plusieurs méthodes pour tenter de consulter toutes les délégations sans exception. Ayant indiqué par écrit à toutes les délégations un certain nombre de domaines de discussion possibles, j'ai tenu plusieurs séries de consultations informelles à participation non limitée. En outre, plusieurs discussions bilatérales ont été menées avec les délégations intéressées. À cet égard, je me félicite de l'intérêt qu'ont manifesté de nombreux membres de la Conférence pour cette question en participant aux consultations à participation non limitée et en y apportant des contributions efficaces quant au fond. En plus des présentations orales, certaines délégations ont communiqué leurs vues par écrit, tant formellement qu'informellement.

J'estime, comme je l'ai dit à la fin de la session de l'année dernière, que la décision de nommer un coordonnateur spécial sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement est avant tout une manifestation de la volonté qu'ont les membres de la Conférence d'étudier des mesures pour améliorer encore les méthodes de fonctionnement de cet organe.

Cependant, nombre de délégations ont clairement souligné que nos travaux sur les questions de procédure ne devraient pas être considérés comme des substituts de nos travaux sur les questions de fond et ne devaient pas non plus nous amener à interrompre nos efforts visant à trouver un terrain d'entente sur les questions de fond les plus importantes. L'idée générale était que l'incapacité dans laquelle la Conférence était de mener des travaux de fond ne s'expliquait pas par des raisons de procédure mais par des raisons politiques fondamentales. Cependant, beaucoup ont estimé qu'il était possible de faire preuve de créativité afin de rationaliser certains aspects procéduraux de nos travaux de manière à ce que cette réforme puisse au moins être utile et, il fallait l'espérer, déboucher rapidement sur des négociations complètes touchant les questions de fond. On a aussi jugé qu'il serait utile d'établir un meilleur cadre procédural pour nos travaux, en attendant un accord pour mener des négociations de fond.

Tandis que se poursuivaient nos consultations, il nous a semblé cette fois possible de nous mettre d'accord au moins sur quelques mécanismes procéduraux qui, à défaut d'améliorer l'image de la Conférence, rendraient son fonctionnement plus efficace. Cependant, à mesure que les consultations devenaient plus ciblées, le diable s'en est mêlé et il est clairement apparu que nous n'arriverions pas cette année non plus à un consensus sur de quelconques mesures spécifiques visant à réformer les procédures de la Conférence. Cette conclusion donne peut-être

(M. Kariyawasam, Sri Lanka)

crédit à l'idée qu'il n'est pas, pour l'heure, nécessaire de sortir du statu quo procédural et que ce ne sont pas des aspects procéduraux qui ont conduit la Conférence dans une impasse.

Lors des consultations, de nombreuses questions ont été mises en avant par les délégations: l'application de la règle du consensus; l'adoption de l'ordre du jour et du programme de travail; l'élargissement de la composition de la Conférence; le système actuel des groupes; l'utilisation optimale des mécanismes prévus dans le règlement intérieur, eu égard en particulier au document CD/1036; la création d'une nouvelle catégorie d'organes subsidiaires pour les débats de fond sur des points de l'ordre du jour; le maintien des organes subsidiaires qui existaient auparavant; le recours plus large et plus fréquent aux consultations informelles à participation non limitée; des discussions structurées et de fond sur chaque point de l'ordre du jour en séance plénière; la création automatique de comités spéciaux sur tous les points de l'ordre du jour; la désignation de collaborateurs du président; la participation d'organisations non gouvernementales; le mandat du président; la question de savoir s'il faut ou non inclure dans le rapport annuel un récapitulatif des principales questions examinées en séance plénière; la réalisation par un groupe restreint d'une étude sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement; le rôle du secrétariat; la création d'un bureau de la Conférence; le réexamen du règlement intérieur.

Sur plusieurs de ces questions intéressant les délégations, j'estime qu'il y a eu accord général pour appliquer des réformes mais qu'il n'y a pas eu de consensus.

Pour la grosse majorité des délégations, il était anormal que la Conférence reste quasiment fermée aux organisations non gouvernementales au moment où les groupes de la société civile étaient reconnus comme des participants et contributeurs importants dans presque toutes les autres instances où étaient faits des efforts collectifs, en particulier dans d'autres instances des Nations Unies. Dans ce contexte, un large appui a été exprimé en faveur du recours à d'autres méthodes susceptibles de renforcer la participation des organisations non gouvernementales. Certaines délégations ont suggéré de tenir une ou plusieurs séances plénières de la Conférence auxquelles les organisations non gouvernementales pourraient assister et où elles pourraient exprimer leurs vues et contribuer aux travaux de la Conférence. Une telle procédure, a-t-on fait valoir, était conforme à la pratique suivie dans de nombreuses conférences intergouvernementales, telles que les conférences d'examen du TNP. On a aussi fait valoir que les États pourraient bénéficier des contributions des organisations non gouvernementales qui étaient maintenant considérées comme des parties prenantes bien informées dans de nombreux domaines relatifs au désarmement. Selon de nombreuses délégations, l'exclusion des organisations non gouvernementales dans les activités de la Conférence n'était donc pas seulement anachronique; elle empêchait aussi la Conférence de profiter de la perspective de la société civile et de sa précieuse expérience.

Il a été généralement reconnu que l'accroissement de la participation des organisations non gouvernementales à la Conférence du désarmement pourrait ne pas contribuer immédiatement à sortir cette instance de l'impasse dans laquelle elle se trouvait en ce qui concerne les questions de fond et que ce n'était pas en fait pour cela qu'il fallait renforcer cette participation. Il y avait aussi un sentiment général qu'en raison de la nature de la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale intergouvernementale de négociation dans le domaine du désarmement, la

(M. Kariyawasam, Sri Lanka)

présence d'organisations non gouvernementales ne serait pas pertinente dans les organes subsidiaires ad hoc et lors des sessions privées.

Cependant, une vue fondamentalement différente a été exprimée, selon laquelle seuls des représentants de gouvernements pouvaient participer à tout ou partie des activités de la Conférence. Cette vue rendait impossible tout consensus sur des mesures susceptibles de renforcer la participation des organisations non gouvernementales au-delà de ce que prévoyait actuellement le règlement intérieur de la Conférence.

Cependant, compte tenu du désir apparemment irrésistible qu'ont de nombreuses délégations présentes à la Conférence du désarmement de renforcer le rôle des organisations non gouvernementales, je suis convaincu que le secrétariat, ainsi que les diverses délégations, prendront toutes les mesures autorisées par le règlement intérieur actuel pour offrir aux organisations intéressées le maximum de moyens de faire sentir ici leur présence.

De nombreuses délégations ont présenté d'intéressantes contributions sur la nécessité d'utiliser au mieux les mécanismes déjà disponibles selon les règles en vigueur à la Conférence du désarmement. À cet égard, des propositions spécifiques ont tout particulièrement retenu l'attention. On a examiné le contenu du document CD/1036, en particulier l'alinéa *d* de son paragraphe 5, afin de rendre cet alinéa moins ambigu. Certaines délégations ont indiqué qu'elles ne le jugeaient pas du tout ambigu, mais étaient prêtes à examiner une proposition pour modifier son libellé. Ici est apparue l'idée générale qu'en l'absence de consensus sur la création d'un organe subsidiaire particulier ou sur son mandat, le président en exercice pourrait nommer un coordonnateur spécial sur la question, lequel l'aiderait à tenir des consultations informelles visant à dégager un tel consensus. En outre, si aucun accord ne pouvait être conclu pour établir un organe subsidiaire sur un sujet particulier, le président en exercice pourrait convoquer des réunions informelles à participation non limitée sur ledit sujet, en attendant que le mandat d'un tel organe puisse être approuvé. Cependant, aucun consensus n'était possible sur cette idée parce que certaines délégations étaient fermement convaincues qu'elle n'était pas réaliste.

En revanche, il y a eu un large accord pour recourir plus largement et plus fréquemment aux consultations informelles à participation non limitée sur des questions spécifiques. J'espère, Monsieur le Président, que vous tiendrez compte de cet accord général des membres de la Conférence et que vos successeurs feront de même. En fait, je dois reconnaître que votre prédécesseur, l'Ambassadeur Volker Heinsberg, a déjà commencé à le faire. Selon de nombreuses délégations, ces consultations, tant formelles qu'informelles, devraient être encouragées pour réfléchir et débattre sur les questions mentionnées dans l'ordre du jour ou le programme de travail. Ceci, a-t-on estimé, permettrait de montrer au public que la Conférence du désarmement, même si elle n'était pas en mesure d'adopter un programme de travail, était active et tirait le meilleur parti possible de ses ressources. Les consultations informelles à participation non limitée ont aussi été considérées par certaines délégations comme un moyen souple de traiter de questions sur le fond en attendant un accord sur la création d'organes subsidiaires chargés d'engager des négociations.

L'idée spécifique a aussi été exprimée que le règlement intérieur de la Conférence offrait suffisamment de souplesse pour créer des comités spéciaux sur les points pertinents de l'ordre du

(M. Kariyawasam, Sri Lanka)

jour en les dotant d'un mandat simple et que cela était préférable à la recherche de nouvelles formules telles que des séances plénières informelles. On a fait valoir que ces comités spéciaux pourraient alors déterminer la façon de structurer leurs travaux.

Il n'y a pas eu de vives objections à l'idée de nommer des collaborateurs du président, mais certaines délégations ont estimé que l'on pourrait répondre au besoin correspondant en nommant à un stade précoce des coordonnateurs spéciaux sur la base des dispositions de l'alinéa *d* du paragraphe 5 du document CD/1036. On a cependant souligné la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable lors de la nomination de ces collaborateurs.

Sur plusieurs autres questions clefs, il peut s'avérer nécessaire de procéder à de nouveaux accommodements mutuels importants pour que la Conférence puisse parvenir à un accord général.

En tout premier lieu, plusieurs délégations ont à nouveau critiqué de manière passionnée et bien argumentée la règle actuelle du consensus, autrement dit, celle de l'unanimité. Elles ont affirmé que le recours large et excessif à la règle du consensus sur chaque question représentait un élément de rigidité superflue et ne facilitait pas les travaux de la Conférence. Selon elles, le consensus était nécessaire pour les questions de fond, mais les décisions concernant les questions de procédure pourraient être approuvées à une majorité qualifiée ou selon une forme moins stricte de consensus. Certains étaient cependant d'avis qu'en se soustrayant à la règle actuelle du consensus on ne remédierait pas aux causes profondes des divergences quant au fond. Certains ont évoqué les liens entre fond et procédure. Ces liens obscurcissaient la distinction entre les deux aspects et pourraient rendre vains tous efforts visant à affaiblir la règle du consensus pour les questions de procédure. Il semblait qu'une question de procédure pour une délégation était souvent une question de fond pour une autre. Il est donc clair que la Conférence du désarmement n'est pas encore prête à accepter une modification quelconque de la règle du consensus, telle qu'elle est actuellement applicable, ou une dérogation à cette règle.

Sur la question de l'adoption de l'ordre du jour et du programme de travail, certains estimaient qu'il fallait adopter l'un au début d'une année et l'autre au début de l'année suivante, avec un renouvellement automatique année après année. Selon un autre avis, si un programme de travail n'était pas adopté, la Conférence devrait poursuivre ses travaux sur la base du programme de travail adopté le plus récent. Ces deux idées n'étaient cependant pas acceptables par tous.

L'efficacité du système actuel des groupes a aussi été examinée minutieusement. Certains ont estimé que l'assouplissement du système des groupes pourrait contribuer positivement à l'amélioration et à l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. D'autres ont été encore plus loin en laissant entendre qu'il fallait transformer de fond en comble l'actuel système des groupes. Ils convenaient cependant du fait qu'un remaniement aussi radical nécessitait des réformes plus larges dépassant le cadre de la Conférence du désarmement et portant sur l'ensemble de la famille des Nations Unies. Il a aussi été demandé si la Conférence devrait adopter un système de groupes sur une base géographique comme cela était le cas pour certains autres organes des Nations Unies. En outre, certains préféreraient que la Conférence adopte une formule selon laquelle le président tiendrait des consultations bilatérales avec les délégations, couplées à des consultations multilatérales, y compris avec des groupes ayant des avis similaires. De manière

(M. Kariyawasam, Sri Lanka)

générale, beaucoup estimaient que l'actuelle canalisation stricte de l'information par les coordonnateurs des groupes vers le président et vice versa étouffait inutilement les propositions, ce qui privait la Conférence de la souplesse requise pour étudier plus avant d'autres possibilités dans de brefs délais.

Pour beaucoup, la création de nouvelles catégories d'organes subsidiaires ne semblait pas non plus utile que ce soit pour sortir la Conférence de l'impasse actuelle ou pour améliorer et rendre plus efficace son fonctionnement.

Sur la question de savoir s'il fallait poursuivre les travaux des organes subsidiaires qui avaient existé précédemment, beaucoup pensaient que, si l'examen d'un sujet pour lequel un mandat avait été approuvé n'était pas achevé à la fin d'une session, ledit mandat devrait être renouvelé automatiquement pour l'année suivante, sauf s'il était évident qu'il n'y avait pas consensus pour prendre une telle mesure. D'autres appuyaient la création automatique de comités spéciaux sur tous les points de l'ordre du jour, avant même l'adoption d'un programme de travail. Cependant, aucune de ces propositions n'a suscité un accord général.

Pour certains, la durée actuelle du mandat de chaque président, à savoir quatre semaines, était courte et limitait les possibilités d'agir. Selon eux, l'idéal serait qu'un président dirige les travaux de la Conférence pendant toute une partie de la session, de sorte qu'il y aurait seulement trois présidents par an. La solution la meilleure après celle-là serait selon eux que le président ait un mandat de deux mois. Certains souhaitaient que la Conférence étudie la possibilité de créer une «troïka» regroupant le président en exercice, son prédécesseur et son successeur pour faciliter la conduite de l'ensemble des travaux. L'idée de créer un bureau de la Conférence n'a pas non plus suscité un large appui. Cependant, l'avis a été exprimé que l'on pourrait envisager de créer un bureau s'il y avait accord pour remplacer les groupes actuels par des groupes établis sur une base géographique.

Enfin, un intérêt a été manifesté pour un réexamen complet du règlement intérieur de la Conférence du désarmement afin de simplifier les articles qui semblaient peu commodes à appliquer.

Les résultats de mes travaux sont relativement peu encourageants à une exception près. Toutes les délégations semblent d'accord sur la nécessité de créer un site Web de la Conférence du désarmement qui puisse servir à la fois aux membres de la Conférence, au grand public et aux organisations non gouvernementales. Il ne s'agit cependant que d'une proposition constructive présentée au secrétariat pour examen, mais elle ne contribuera nullement à réformer nos méthodes de travail. À cet égard, je recommande que la Conférence réfléchisse comme il convient à cette proposition dans son rapport et demande au Secrétaire général de l'ONU de prendre des mesures pour créer un tel site, initialement en anglais. On pourrait y faire figurer tous les documents à distribution générale de la Conférence du désarmement, lesquels devraient être accessibles à tous les États Membres de l'ONU, aux organisations non gouvernementales et au public et seraient régulièrement actualisés. Le Secrétariat de l'ONU pourrait, le moment venu, envisager d'inclure aussi sur ce site, mais dans des conditions d'accès restreint, les documents de travail de la Conférence.

(M. Kariyawasam, Sri Lanka)

Alors que je réfléchis à mes travaux, répartis sur près de quatre parties de session de la Conférence depuis la dernière partie de la session de 2001, je note que, malgré l'enthousiasme manifesté par certaines délégations pour réformer les procédures de la Conférence, y compris dans des domaines très délicats tels que la méthode de prise de décisions et la création d'organes subsidiaires, certains répugnent à modifier le statu quo qui sied selon eux à une instance de négociation de cette nature et de cette stature. Je pense qu'à court terme il pourrait être impossible de modifier sensiblement, voire de manière limitée, les procédures de la Conférence du désarmement. La réforme des procédures ne semble pas une panacée pour remédier aux maux fondamentaux de la Conférence. Il semble que les innovations à caractère procédural ne sont ni réalisables ni bienvenues comme moyen de faire face efficacement aux questions de sécurité liées à l'équilibre stratégique et aux intérêts plus larges en matière de sécurité des États ou groupes d'États. J'estime donc que nous pouvons attendre encore avant de tenter à nouveau de réformer les procédures de la Conférence.

Pour conclure, je voudrais profiter de l'occasion pour remercier vivement tous les présidents de la Conférence avec lesquels j'ai eu le plaisir de travailler cette année dans le cadre de mon mandat. À cet égard, je remercie de leur appui l'Ambassadeur Fisseha Yimer de l'Éthiopie, l'Ambassadeur Markku Reimaa de la Finlande, l'Ambassadeur Hubert de La Fortelle de la France et l'Ambassadeur Volker Heinsberg de l'Allemagne. Les encouragements que m'ont prodigués M. Sergei Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence, M. Enrique Román-Morey, Secrétaire général adjoint, l'aide que j'ai reçue de M. Jerzy Zaleski, spécialiste des questions politiques du Département des affaires de désarmement, et la compréhension dont ont fait preuve les interprètes alors que j'exerçais mon mandat de coordonnateur spécial, ont été très précieux et j'apprécie leur appui.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur Kariyawasam pour sa déclaration et ses mots aimables adressés à la présidence.

Je crois comprendre que la Conférence souhaite prendre note du rapport du coordonnateur spécial sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence.

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Chung de la République de Corée, Coordonnateur spécial sur le réexamen de l'ordre du jour de la Conférence.

M. CHUNG (République de Corée) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je vous souhaite tout le succès possible dans l'importante tâche que vous devez mener à bien pour que la Conférence achève sans heurt la session de cette année. Je tiens à vous assurer que ma délégation continuera à vous apporter son appui.

J'ai demandé la parole pour présenter à la Conférence un rapport sur les consultations que j'ai tenues en tant que Coordonnateur spécial sur le réexamen de l'ordre du jour. Je profite de l'occasion pour remercier tous les membres de la Conférence de m'avoir nommé coordonnateur

(M. Chung, République de Corée)

spécial sur cette question importante et de m'avoir aidé sans ménager leurs efforts. Je tiens à souligner pour commencer que toutes observations ou conclusions contenues dans ce rapport sont présentées à titre personnel et n'ont aucun effet contraignant sur les délégations. En d'autres termes, mon rapport est plutôt une interprétation personnelle d'une photographie de la situation actuelle en ce qui concerne le réexamen de l'ordre du jour et je prie les délégations de faire preuve de compréhension si je n'ai pas correctement reflété leurs vues.

Après l'adoption de la décision publiée sous la cote CD/1667 en février 2002, j'ai tenu des consultations bilatérales ou des consultations avec des groupes restreints. J'ai eu des contacts avec la plupart des délégations et de nombreuses délégations ont répondu par écrit au questionnaire que j'ai fait distribuer le 5 avril. En outre, j'ai tenu le 6 juin une série de consultations informelles à participation non limitée au cours desquelles les délégations ont eu la possibilité de présenter leurs positions.

Je voudrais formuler quelques observations générales sur mes consultations. Comme mes prédécesseurs, j'ai axé mon rapport sur deux aspects de la question de l'ordre du jour: premièrement, le rôle et la fonction de l'ordre du jour et, deuxièmement, sa réforme. Par conséquent, mon rapport pourrait avoir des éléments en commun avec les précédents parce que j'ai exploité les contributions de mes prédécesseurs. Un résumé détaillé des conclusions de mon travail est distribué en même temps que le texte de ma déclaration et je voudrais profiter de l'occasion pour mettre en relief certaines observations particulièrement importantes.

En ce qui concerne le rôle et la fonction de l'ordre du jour, mon observation est qu'en général les positions de la plupart des délégations n'ont pas changé par rapport à l'année dernière. Globalement, la plupart des délégations ont reconnu que l'ordre du jour restait important comme cadre pour traiter diverses questions de désarmement et guider de manière générale les travaux de la Conférence. Certaines délégations estiment que la Conférence devrait poursuivre ses efforts pour refléter comme il convient dans son ordre du jour l'évolution actuelle de la situation internationale en matière de sécurité et maintenir ainsi l'adéquation entre ses activités et la réalité mondiale.

D'autres délégations ont cependant estimé qu'il fallait donner la priorité à l'adoption du programme de travail et non à des questions de procédure telles que le réexamen de l'ordre du jour. En outre, l'avis a été exprimé que le réexamen de l'ordre du jour pourrait ne pas contribuer beaucoup à sortir la Conférence de son impasse actuelle. Ceci ne veut pas dire que le réexamen n'est pas important, mais le sentiment général est que nos efforts devraient être concentrés sur l'adoption du programme de travail. À cet égard, il convient de noter que quelques délégations ont considéré que des efforts ambitieux visant à réformer l'ordre du jour à ce stade pourraient nous détourner de nos efforts visant à dégager un consensus sur le programme de travail ou compliquer ceux-ci.

En ce qui concerne la réforme de l'ordre du jour, j'ai pu noter que les positions de certaines délégations avaient légèrement changé par rapport à l'année dernière en faveur de la conservation de l'ordre du jour tel qu'il se présente actuellement. Par suite, un plus grand nombre de délégations souhaitent maintenant conserver l'ordre du jour actuel. L'aggravation des inquiétudes après les attaques terroristes du 11 septembre et l'accroissement des tensions liées

(M. Chung, République de Corée)

aux problèmes de sécurité dans certaines régions, par suite du risque que des acteurs non étatiques n'accèdent à de nouveaux types d'armes de destruction massive, ont été cités pour justifier le changement de position de certaines délégations en faveur du maintien de l'ordre du jour.

En outre, on continue à proposer deux méthodes différentes pour aborder la question de savoir comment réformer l'ordre du jour, au cas où la Conférence prendrait une décision en ce sens. La première consisterait à changer la structure générale de l'ordre du jour pour le rendre plus exhaustif et plus souple et la deuxième consisterait à le restructurer de manière plus progressive parce que de nouvelles controverses pourraient apparaître sur la formulation des titres généraux et le caractère très rigide qui pourrait être donné à l'ensemble de la structure.

Il semble, d'après mes consultations, qu'aucun point, actuellement inscrit à l'ordre du jour ou récemment proposé, ne pourrait donner lieu à l'adoption de modifications par consensus, qu'il s'agisse du fond ou de la forme. Je pense donc à ce stade que toute modification des points existants de l'ordre du jour ne serait pas réaliste, même si des consultations supplémentaires étaient tenues.

J'ai aussi eu l'impression que de nombreuses délégations ne souhaitaient pas véritablement réexaminer l'ordre du jour tant que la Conférence ne reprendrait pas ses travaux de fond et ne ferait pas preuve de la volonté politique nécessaire pour progresser.

Je voudrais cependant indiquer à la Conférence que le sentiment général était que nous devrions poursuivre les consultations sur le réexamen de l'ordre du jour en même temps que sur d'autres questions de procédure, parallèlement à nos efforts visant à adopter le programme de travail.

J'espère que les rapports antérieurs soumis depuis 1993 et d'autres documents, notamment un document comprenant une analyse chronologique de l'ordre du jour que j'ai fait distribuer le 5 avril, pourront être utilisés comme référence pour les futurs travaux sur le réexamen de l'ordre du jour. Ceci conclut mon bref rapport sur les résultats de mes consultations en tant que Coordonnateur spécial sur la question.

Enfin, je tiens à remercier toutes les délégations pour leur contribution à nos discussions et pour l'esprit constructif dont elles ont fait preuve et leur concours. Ce fut pour moi un privilège et un plaisir d'exercer les fonctions de coordonnateur spécial. Je tiens aussi à remercier M. Sergei Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence, M. Enrique Román-Morey, Secrétaire général adjoint, M. Jerzy Zaleski et les autres membres du secrétariat pour leur appui et leur assistance.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur Chung pour sa déclaration et ses mots aimables adressés à la présidence.

Je crois comprendre que la Conférence souhaite prendre note du rapport du Coordonnateur spécial sur le réexamen de l'ordre du jour de la Conférence.

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Tzantchev de la Bulgarie, coordonnateur spécial sur l'élargissement de la composition de la Conférence.

M. TZANTCHEV (Bulgarie) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter chaleureusement pour votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et pour vous souhaiter tout le succès possible dans votre travail. Vous pouvez compter sur la coopération et l'appui sans réserves de ma délégation. Je tiens aussi à remercier vos prédécesseurs, l'Ambassadeur Volker Heinsberg de l'Allemagne, l'Ambassadeur Hubert de La Fortelle de la France, l'Ambassadeur Markku Reimaa de la Finlande, l'Ambassadeur Fisseha Yimer de l'Éthiopie et M. Mohammed Tawfik de l'Égypte, des efforts considérables qu'ils ont faits pour tenter de surmonter les difficultés que rencontre cette auguste instance.

Je prends aujourd'hui la parole en tant que coordonnateur spécial sur l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement, dans l'exercice du mandat énoncé dans la décision publiée sous la cote CD/1667, en date du 14 février 2002, adoptée conformément au paragraphe 41 du rapport annuel de la Conférence pour 2001 (CD/1653). Je pense qu'il convient aussi de rappeler qu'en application de l'article 2 de son règlement intérieur la composition de la Conférence doit être revue périodiquement.

Comme vous vous en souvenez, j'ai suggéré, à une séance antérieure de la présente session, de conserver l'approche très pragmatique lancée l'année dernière par mes prédécesseurs plutôt que de repartir à zéro en nous engageant dans une étude scientifique du problème de l'élargissement de la composition. L'objectif d'une telle approche ne faisait pas de doute: il s'agissait d'éclaircir les deux questions fondamentales ci-après:

- Premièrement, comme la Conférence du désarmement prend ses décisions par consensus et qu'un changement de sa composition n'est possible qu'avec notre appui unanime, les États membres sont-ils prêts à procéder à un élargissement?
- Deuxièmement, dans quelles conditions les États membres seraient-ils prêts à agir et laquelle des solutions envisagées (élargissement limité, élargissement à tous les pays candidats, ou universalité sous certaines conditions par exemple) souhaiteraient-ils adopter?

Vous vous souvenez cependant aussi que l'intention n'était pas de limiter nos activités à l'examen des avantages et des inconvénients des diverses formules d'élargissement. J'avais au contraire le sentiment que nous devons aller au-delà de notre expérience très riche en recherchant de nouvelles idées et propositions susceptibles de contribuer à l'évolution de la question et de faciliter son règlement approprié.

Dans l'exercice de mes responsabilités, j'ai organisé des consultations informelles le 16 mai 2002. J'ai noté avec une vive satisfaction la participation active à ces consultations d'un nombre considérable de délégations. En fait, 25 délégations y ont exprimé leur avis, ce qui a permis d'évaluer efficacement les diverses actions possibles. J'ai aussi fait part de ma volonté de tenir des consultations bilatérales avec tous les États membres intéressés de la Conférence. J'estime que mes consultations bilatérales ont été très utiles parce qu'elles m'ont permis de

(M. Tzantchev, Bulgarie)

mieux me familiariser, par des moyens directs, avec les questions les plus délicates et les domaines correspondants.

Aujourd'hui, en rendant compte des résultats de mes activités, je peux confirmer l'évaluation préliminaire que mes prédécesseurs ont faite de la situation, à savoir que l'écrasante majorité des membres de la Conférence sont favorables au principe d'élargissement de la composition de cette instance. En fait, j'ai noté parmi de nombreuses délégations une ferme volonté de démocratiser la Conférence en rendant sa composition universelle ou, au moins, en veillant à ce qu'elle reflète correctement ses ambitions universelles. Il ne fait aucun doute que la paix et la sécurité internationales ainsi que le désarmement sont les préoccupations essentielles de l'ensemble de la communauté internationale et la plupart des délégations ont jugé que la Conférence devait impérativement devenir véritablement représentative si nous voulions sincèrement la doter de l'autorité nécessaire pour jouer le rôle de premier plan qui lui revient en matière de désarmement et en faire une structure de négociation efficace et non ouvrir la voie à de futures négociations sur le désarmement dans des instances spécialisées extérieures.

Il convient cependant de souligner que si leurs vues convergent davantage en ce qui concerne leur appui à l'élargissement, les États membres ne sont pas encore unanimes sur les modalités de cet élargissement. Nombre de délégations sont favorables à un élargissement inconditionnel et non discriminatoire, fondé essentiellement sur les principes et les critères des Nations Unies, mais plusieurs continuent d'insister sur des conditions préalables, en particulier, par exemple, le principe d'équilibre géographique ou géostratégique, la date à laquelle les États ont demandé à devenir membre de cette instance et à participer activement à ses activités ou ont exprimé un intérêt en ce sens. Dans le même ordre d'idée, certaines délégations se sont interrogées sur le moment exact qui convenait pour procéder à un éventuel élargissement.

Je n'ai pas l'intention d'aborder en détail les diverses approches et vues qui ont été présentées lors de mes consultations multilatérales et bilatérales ou de me lancer dans une évaluation de la faisabilité des diverses options parce qu'elles coïncident dans une large mesure avec celles dont le coordonnateur spécial de l'année dernière a rendu compte dans son rapport intérimaire. Malgré l'appui des États membres pour l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement, la réponse à la question fondamentale, plus générale, de savoir si ces États sont prêts à procéder à cet élargissement, est toujours «non». La question de l'augmentation du nombre de membres reste délicate pour les États membres qui ne sont pas encore tout à fait persuadés que nous devrions procéder maintenant à un nouvel élargissement avant que la Conférence ne commence ses travaux.

Dans ce contexte, je peux résumer mes observations comme suit:

- Premièrement, il est évident que l'écrasante majorité des États membres appuient un élargissement de la composition de la Conférence;
- Deuxièmement, même si le sentiment qui prévaut est favorable à l'acceptation de nouveaux États membres, le cadre exact, le calendrier et toutes les modalités d'un éventuel élargissement restent à négocier et à déterminer. En règle générale, toutes les délégations ont fait preuve de souplesse et se sont déclarées prêtes à tenir de

(M. Tzantchev, Bulgarie)

nouvelles consultations sur la question pour tenter de trouver une solution mutuellement acceptable;

- Troisièmement, il n'y a toujours pas de consensus parmi les États membres sur la nécessité d'élargir à ce stade la composition de la Conférence;
- Quatrièmement, selon le règlement intérieur, la composition de la Conférence du désarmement doit être revue périodiquement. Cette règle n'est contestée par personne. Afin de donner plus de liberté et de souplesse à nos collègues – les cinq ambassadeurs, anciens présidents de la Conférence – dans leur initiative, je m'abstiendrai cependant de recommander officiellement que l'on poursuive cet important exercice en nommant à nouveau au début de la session de 2003 de la Conférence un coordonnateur spécial sur l'élargissement de la composition de la Conférence.

Enfin, Monsieur le Président, je tiens à remercier à nouveau tous les États membres de la Conférence pour leur coopération, leur compréhension et leur précieux appui. Je remercie aussi M. Sergei Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence du désarmement, et son adjoint, M. Román-Morey, ainsi que M. Jerzy Zaleski et les autres membres du secrétariat, qui m'ont aidé avec beaucoup de professionnalisme dans mon travail de coordonnateur spécial.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadeur Tzantchev pour sa déclaration et ses mots aimables adressés à la présidence.

Je crois comprendre que la Conférence souhaite prendre note du rapport du coordonnateur spécial sur l'élargissement de la composition de la Conférence.

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): J'ai encore deux orateurs sur ma liste. Je donne tout d'abord la parole à l'Ambassadrice Inoguchi du Japon.

M^{me} INOBUCHI (Japon) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter chaleureusement pour votre accession à la présidence en cette phase finale de la session annuelle de la Conférence du désarmement. Je tiens à vous assurer de l'appui sans réserves de ma délégation dans le cadre des efforts que nous ferons ensemble pour agir de manière décisive et sortir ainsi de l'impasse actuelle.

La distinguée Ambassadrice de la Malaisie vient d'indiquer que les ambassadeurs participant aux travaux de la Conférence ont été invités par le maire de Nagasaki à se rendre dans sa ville et à y tenir des séances. Je tiens à remercier vivement la distinguée Ambassadrice de la Malaisie, M^{me} Rajmah Hussain, de nous avoir communiqué cette information aujourd'hui et de nous avoir rendu compte avec tant d'émotion de sa visite des villes de Nagasaki et d'Hiroshima ainsi que de leurs musées.

(M^{me} Inoguchi, Japon)

Nagasaki, comme Hiroshima, est une ville qui a été dévastée par une bombe nucléaire. Le vif désir qu'ont les habitants du Japon, dont les citoyens de ces deux villes, que les générations à venir n'aient jamais à subir les conséquences d'événements aussi tragiques dans une quelconque partie du monde est bien connu. Dans ce contexte, le Gouvernement japonais a fait le maximum pour promouvoir le désarmement nucléaire afin de rendre le monde pacifique, sûr et exempt d'armes nucléaires. Il est du devoir de mon Gouvernement d'étudier les moyens de donner suite à la volonté du peuple japonais.

Dans le cadre de la Conférence du désarmement en particulier, mon pays accorde le plus haut rang de priorité à l'engagement de négociations sur un traité relatif à l'arrêt de la production de matières fissiles et s'est efforcé de contribuer aux efforts communs visant à réussir une percée qui permettrait de commencer ces négociations. Du fait que l'impasse actuelle résulte de divergences entre certains États membres, mon Gouvernement considérera certainement avec beaucoup d'attention l'invitation lancée par le maire de Nagasaki.

La déception qu'éprouvent les citoyens de Nagasaki face à l'absence de progrès ici à la Conférence du désarmement est réelle et s'accroît chaque jour qui passe sans qu'aucun travail de fond n'ait été fait. J'invite toutes les délégations participant aux travaux de la Conférence à partager le vif désir qu'ont ces citoyens de voir des progrès réalisés dans le domaine du désarmement. Cette importante instance doit faire de nouveaux efforts pour progresser de manière tangible.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie l'Ambassadrice Inoguchi pour sa déclaration confirmant l'aimable invitation formulée par le maire de Nagasaki et pour ses mots aimables adressés à la présidence.

Le dernier orateur sur ma liste est M. Knut Langeland de la Norvège.

M. LANGELAND (Norvège) (traduit de l'anglais): Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, m'associer aux autres orateurs pour vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence. Je tiens à vous assurer de l'appui sans réserves de ma délégation.

Ma délégation prend la parole en sa qualité de coprésident du Comité permanent sur le statut général et le fonctionnement de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Convention d'Ottawa). L'autre coprésident est la Thaïlande.

La quatrième Assemblée des États parties à la Convention d'Ottawa se tiendra à Genève du 16 au 20 septembre 2002. Cette Convention a été négociée à Oslo il y a environ cinq ans et est entrée en vigueur il y a près de trois ans et demi. Au cours de ces années, on a pu constater que cet instrument était particulièrement pertinent pour faire face d'urgence aux défis humanitaires. Il a été ratifié par 125 pays.

Comme les années précédentes, les coprésidents du Comité permanent invitent tous les États parties, ainsi que les organisations intéressées et les États non parties à la Convention à une réunion informelle d'information sur les questions touchant la quatrième Assemblée. Cette réunion se tiendra le lundi 26 août, à 15 heures, dans la salle XII du Palais des Nations.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie M. Langeland de sa déclaration concernant la Convention d'Ottawa ainsi que pour ses mots aimables adressés à la présidence.

Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Si tel n'est pas le cas, nous passerons au point suivant de l'ordre du jour, qui concerne le calendrier et les séances des semaines à venir.

En ce qui concerne le calendrier des séances, je voudrais rappeler que conformément au paragraphe 4 de la décision sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement, publiée sous la cote CD/1036, la Conférence devrait tenir deux séances plénières la semaine prochaine.

Aucun orateur n'est actuellement inscrit pour ladite semaine. S'il n'y a pas d'objection, je propose donc que la Conférence ne tienne qu'une seule séance plénière la semaine prochaine, le jeudi.

Je crois comprendre que la proposition est acceptée.

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Comme vous le savez, il nous reste moins de quatre semaines jusqu'à la fin de la session de 2002 et une partie de ce temps sera consacrée à l'examen du rapport annuel à l'Assemblée générale. Selon l'article 44 du règlement intérieur de la Conférence, les projets de rapports à l'Assemblée générale sont mis à la disposition de tous les États membres de la Conférence aux fins d'examen au moins deux semaines avant la date prévue pour leur adoption. Avec l'aide du secrétariat, je prépare actuellement le projet de rapport qui, conformément à l'article 45 du règlement intérieur, doit être factuel. Le projet de rapport sera disponible dans toutes les langues officielles, dans les casiers des délégations, le matin du mercredi 28 août 2002. J'ai l'intention de procéder à la première lecture du projet de rapport lors d'une réunion informelle qui suivra la séance plénière du jeudi 29 août 2002.

Nos travaux sont ainsi terminés pour aujourd'hui, mais, avant de lever la séance, j'ai une communication à porter à votre attention, que je viens juste de recevoir du secrétariat. J'ai été informé que l'édition 2001 de l'Annuaire des Nations Unies sur le désarmement est maintenant disponible. Le secrétariat n'en ayant reçu qu'un nombre limité d'exemplaires, il n'en sera remis qu'une copie par délégation. Je vous demanderai donc de rester à vos places après la fin de la séance pour que le secrétariat puisse distribuer une copie de l'Annuaire à chaque délégation.

La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le jeudi 29 août à 10 heures et sera suivie d'une séance plénière informelle consacrée à la première lecture du projet de rapport de la Conférence.

La séance est levée à 11 h 50.